

Non au partage euro-féodal de la France !

12 juin 2014



Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Sur la réforme territoriale annoncée par François Hollande ils appellent ça le « big bang » territorial... **NON AU PARTAGE EURO-FEODAL DE LA FRANCE**

Etrange tribune que celle de François Hollande, diffusée le 3 juin par toute la presse régionale. De la manière la plus centraliste qui soit, sans s'encombrer du moindre mandat populaire, le chef de l'Etat a annoncé la mise à mort de la République une et indivisible issue de la Révolution française.

Mensongèrement, le Président de la République fait l'éloge des communes... tout en précisant que désormais, c'est l'Intercommunalité (à 20 000 habitants ! au moins , avec recentrage sur [les métropoles](#)) qui deviendra l'échelon de proximité : lointaine proximité que voilà en vérité !

En fait de « décentralisation », cette énorme arnaque institutionnelle dissout les municipalités – à peine élues ! – dans les métropoles, les départements dans les régions et celles-ci dans d'énormes euro-régions à l'allemande, directement affiliées aux Etats-Unis d'Europe et à l'Union transatlantique en construction : fin annoncée à la fois de la Commune et de l'Etat-nation, voire de l'idée même d'un territoire national puisque plusieurs de ces régions seront « transfrontalières » et qu'elles n'auront même plus à terme le français comme langue de travail !

Dans cet immense et très rétrograde partage euro-féodal de la France, non seulement l'intervention populaire serait très affaiblie, mais les couches populaires seraient durement frappées : par le biais du démantèlement de la fonction territoriale et des services publics de proximité, par le remplacement accéléré du français par le tout-anglais transatlantique (mâtiné de [Charte européenne des langues régionales](#)).

Tout cela est d'autant plus scandaleux que ces enjeux politiques centraux ont soigneusement été cachés aux électeurs par les partis dominants lors des municipales.

Plus grave encore, Hollande annonce que désormais, les euro-régions disposeront seules de la compétence économique : fin de la politique industrielle nationale, qui date en France de... Colbert, concurrence acharnée assurée entre les grandes régions pour briser le social et subventionner le grand capital sous prétexte d'attirer l'emploi. Fin également de la loi républicaine unique, les régions étant autorisées à faire varier la loi et à « expérimenter »... Qu'advient-il alors des Conventions collectives nationales, des statuts de la Fonction publiques, du SMIC, du Code du travail à l'imitation du contre-modèle allemand !

Dans ces conditions, le PRCF lance un appel pressant aux forces franchement communistes, franchement

syndicalistes et franchement républicaines. La question n'est pas de tomber dans le panneau en réclamant un autre partage de la nation, un autre redécoupage privilégiant telle féodalité UMP ou PS plutôt que telle autre. L'heure est à REFUSER catégoriquement l'euro-dépeçage du pays, de faire le lien entre la casse territoriale et la casse sociale : « saut fédéral européen », « big bang » territorial et plan MERkel-Valls-MEDEF, Pacte transatlantique procèdent d'une seule et même stratégie de casse nationale et sociale. Il faut les rejeter ensemble par l'unité d'action des communistes, l'unité d'action des syndicalistes rouges et l'unité d'action des forces franchement républicaines et anti-UE.

Le secrétariat politique du PRCF

article à retrouver sur le [site web du Pôle de Renaissance Communiste en France](#)

»» <http://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/reforme-te...>